

Grains fourragers

J'aimerais souligner que notre industrie de l'élevage continue à acheter et à utiliser des céréales fourragères en quantités presque astronomiques. Actuellement les éleveurs de bétail ne se plaignent pas du prix élevé des céréales fourragères. Au contraire, certains producteurs de grains se sont plaints récemment de l'augmentation des prix de vente.

Voyons un peu les quantités de grain fourragers qui sont actuellement produites au Canada. Voici quelques chiffres pour ces deux dernières années qui ont été fournis par Statistique Canada. En 1971, notre production totale de céréales de provende s'élevait à 1,210,097,000 boisseaux d'orge, d'avoine, de maïs, de graine mélangée et de seigle. Cette même année-là, nous avons produit environ 530 millions de boisseaux de blé. L'année suivante, en 1972 notre production totale de céréales fourragères était de 1,041,027,000 boisseaux et cette année-là nous avons produit 533 1/3 millions de boisseaux de blé. Il est à noter que les céréales fourragères représentent un très gros pourcentage de la production totale soit 70 p. 100 du total pour 1971 et 66 p. 100 du total pour 1972. Cela donne une certaine idée de l'importance de l'industrie des céréales de provende.

Environ 80 p. 100 de notre production totale de grain fourrager sert à l'industrie canadienne de l'élevage des bovins, des porcs et de la volaille, mais surtout des bovins. L'un des problèmes les plus graves qui se posent à l'industrie de l'élevage du Canada, en pleine expansion, surtout dans l'Ouest, c'est l'incertitude à l'égard de la production et du prix de l'orge.

L'élevage s'est développé considérablement ces dernières années, peut-être stimulé par les répercussions du programme LIFT. Toutefois si la stabilité et la continuité à long terme doivent devenir une réalité dans notre industrie de l'élevage, on doit introduire un mécanisme de prix et de commercialisation plus équitable pour nos approvisionnements de grains fourragers sur le plan national. Bien entendu, c'est la raison pour laquelle les grains fourragers constituent la question agricole la plus importante actuellement. C'est la raison pour laquelle on attend impatientement la nouvelle politique en matière de grains fourragers que le gouvernement est sur le point d'annoncer.

Je pense que la pénurie mondiale actuelle de viande et de ses produits a surpris le Canada et il n'est pas en mesure de saisir l'occasion pour augmenter la production et la transformation des produits agricoles. Je pense également que notre industrie de la viande de bœuf est réellement bien préparée pour tirer avantage des nouvelles possibilités. Par exemple, au cours des quatre dernières années notre troupeau national de bœuf de boucherie a augmenté d'environ 40 p. 100. Mais d'autre part, nos producteurs de grains fourragers, sans qu'ils en soient responsables, mais à cause des politiques désuètes en matière de commercialisation et de prix, ont été pris au dépourvu, les lignes de conduite existantes qui ne permettant pas l'utilisation maximale de la production des grains fourragers au Canada. Au contraire nous avons donné toute notre attention aux exportations de grains fourragers à l'état brut. Nous devrions nous rappeler que tous les boisseaux de grains fourragers exportés auraient permis de créer des emplois et auraient offert aux Canadiens des possibilités de produire de la viande à écouler sur le marché international et sur nos marchés nationaux.

● (2350)

Soyons plus précis. Du 1^{er} janvier 1973 à ce jour, nous avons exporté, surtout de l'Ouest, 80,000 bovins d'em-

[M. Hargrave.]

che. L'année dernière durant la même période, on en a exporté environ 5,000. Ceci représente environ 7 p. 100 de nos approvisionnements de viande de bœuf. Je veux parler de l'approvisionnement lorsque les bovins sont prêts pour l'abattage. Puisque notre marché de bovins d'emboche est environ le même au Canada et aux États-Unis, c'est-à-dire le marché nord-américain, il est juste de demander pour quelles raisons les acheteurs américains de bovins d'emboche achètent le bétail à un prix plus élevé sur leur marché que sur le nôtre.

La concurrence entre les éleveurs de bétail américains et canadiens qui visent le même marché est quelque peu favorable aux Américains, car autrement, ils n'auraient pu faire cela. Certaines des raisons sont évidentes. Le marché américain des bovins d'emboche peut s'élever à environ \$4 de plus que le nôtre, mais il ne sera jamais inférieur, compte tenu des frais de transport, étant donné le récent tarif simple entre nos deux pays.

A compter de 1972, la disposition concernant le troupeau de base a été enlevée dans notre nouvelle loi fiscale tandis que les éleveurs de bétail américains profitent depuis quelque temps déjà de dispositions généreuses qui considèrent les troupeaux reproducteurs comme des biens capitaux. Vers la fin de 1972 et au début de cette année, les producteurs américains ont profité d'un avantage net à cause de la différence entre les règlements des deux pays concernant l'hormone DES. Les éleveurs américains ont nettement l'avantage aussi en ce qui concerne la machinerie et l'outillage.

Enfin, il y a l'extrême pénurie de provendes riches en protéines et l'incertitude qui les entoure. C'est ce qui fait hésiter nos engraisseurs de bétail, grands acheteurs de provendes, et qui a permis aux Américains d'importer 80,000 têtes de bétail cette année.

A mon avis, ceux qui veulent garder notre régime restrictif de commercialisation de grains fourragers préconisent, au fond, une diminution des possibilités du Canada dans un monde de nouvelles perspectives sur le plan de l'alimentation. C'est mal servir et les producteurs de grain et les éleveurs de bétail.

J'aimerais vous lire un extrait d'un communiqué récemment publié, soit le 12 juillet, par l'Association canadienne des éleveurs de bétail; il est très approprié au débat de ce soir. Cet article s'intitule «Les éleveurs réclament des solutions nationales». Voici:

Dans un mémoire présenté au premier ministre, M. Trudeau, avant la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest à Calgary, l'Association des éleveurs canadiens a souligné le caractère national de l'industrie bovine du Canada et l'opposition des éleveurs à une plus grande décentralisation des politiques agricoles du pays.

Les éleveurs ont aussi signalé à l'intention du premier ministre que la production de bovins est l'une des plus grandes industries du Canada, dont découle 8 p. 100 de toute l'activité économique canadienne, et l'un des plus importants créateurs d'emplois au pays. Ils affirment que ce fait n'a pas été pleinement reconnu tant par le gouvernement fédéral que par les gouvernements provinciaux. Le mémoire traite d'une gamme étendue de sujets mais en particulier du secteur des grains fourragers et de l'occasion formidable qui s'offre au Canada de s'assurer des débouchés pour ses bestiaux et leurs produits dans le monde entier. Toutefois, l'Association déclare que pour en arriver là, les grains fourragers et le bétail doivent relever de politiques communes, et les livraisons de grains doivent se faire librement. Elle estime que la distinction actuelle entre la politique relative aux grains fourragers et celle qui traite de la production bovine qui relèvent de deux ministères fédéraux ne tient pas compte de l'interdépendance de ces deux secteurs et elle demande d'y mettre un terme.